

Parti libéral du Canada

QUESTIONNAIRE POUR LES CHEFS DE PARTIS

Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne

Chers membres et partisans du Réseau pour le commerce juste,

Merci de nous avoir fait parvenir votre questionnaire pour en savoir plus sur les vues du Parti libéral du Canada concernant les questions d'intérêt à l'égard de l' Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) proposé. Nous avons rassemblé nos réponses et nos points de vue dans une seule et même réponse qui représente notre vision globale de l'AECG.

Le Parti libéral appuie et voit d'un bon œil l'établissement de liens plus étroits et d'échanges commerciaux plus ouverts avec l'Union européenne qui pourraient offrir de nombreux débouchés aux entreprises canadiennes. Toutefois, un gouvernement libéral s'assurera qu'un AECG garantira la protection des intérêts, des ressources et des travailleurs canadiens. Un gouvernement libéral s'assurera que les négociations en cours avec l'Union européenne se fassent avant tout avec cette priorité en tête.

AECG et des perspectives pour les Canadiens

L'AECG pourrait devenir une réalisation remarquable et d'une immense valeur pour les Canadiens. En tant que nation, nous exportons 80 % de notre production et la prospérité de notre économie dépend de frontières ouvertes et d'un commerce mutuellement bénéfique. Nous figurons parmi les pays du monde qui dépendent le plus du commerce international.

Cette entente sera, si signée, un accord commercial des plus exhaustifs jamais signés au Canada – encore plus que celui de l'ALENA. Des études prévoient que le Canada pourrait réaliser annuellement des gains de 13,1 milliards de dollars en PIB; jusqu'à 18,6 milliards de dollars chaque année pour l'Union européenne (par rapport à la population, les avantages sont beaucoup plus grands pour le Canada). La valeur des échanges pourrait accroître de plus de 40 milliards de dollars entre les chiffres pour 2007 et 2014, une augmentation de 23 %. C'est

une hausse considérable en ce qui a trait à des activités économiques, et à de nombreux emplois pour les Canadiens.

Défis et préoccupations

Toutefois, nous le répétons, le gouvernement du Canada a l'obligation de protéger nos intérêts, ressources et travailleurs. Le bilan des conservateurs à cet égard a été lamentable, comme l'illustre leur gâchis en matière de relations commerciales et les disputes avec les États-Unis. Un gouvernement libéral reconnaît les défis auxquels nous aurons à faire face et il est prêt à les relever.

Les marchés publics

Une des « demandes » de l'Union européenne est que nous ouvrons les marchés publics, non seulement au niveau fédéral, mais à niveau infranational – les provinces, les territoires et les municipalités (l'ALENA ne couvre que le niveau fédéral, même si un récent accord entre le Canada et 37 États américains a été conclu suite à la réaction de la mesure législative adoptée par les États-Unis favorisant l'achat de produits américains, qui a ouvert quelques marchés infranationaux). Il est à noter qu'il s'agit de la première négociation commerciale importante pour laquelle les provinces et les territoires seront présents à la table des négociations (à la demande de l'Union européenne). Les domaines d'intérêt particulier seront la production d'électricité, le transport en commun, la gestion des déchets et les usines de traitement des eaux usées. Les municipalités désirent certainement conserver la flexibilité de prendre leurs propres décisions stratégiques en ce qui leur convient le mieux selon leurs besoins spécifiques – la qualité de l'infrastructure et des produits, les normes, les emplois locaux, l'environnement, les coûts, l'avantage pour les contribuables et autres.

Agriculture et les OGM

La plupart des entreprises canadiennes du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, les agriculteurs et les transformateurs, les fournisseurs de poissons et de fruits de mer l'appuient, car ils sont en position d'en tirer grandement profit d'un accès accru à un marché de cette taille. Toutefois, il y a une grande inquiétude en Europe concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM). Même si le Canada s'est empressé de préciser que plusieurs de ces préoccupations ne sont pas basés sur la science, le Canada doit travailler à offrir de meilleurs renseignements sur cette question. D'autre part, nous devons aussi reconnaître que leurs inquiétudes sont fondées. Des exigences relatives à l'étiquetage amélioré et plus détaillé pourraient aider les consommateurs à faire des choix plus éclairés. De notre côté, le Canada est préoccupé par les barrières non tarifaires européennes actuelles quant aux normes de réglementation, telles que les règles sanitaires et phytosanitaires.

Arts et culture

Un grand nombre de nos communautés artistiques et culturelles voient de réels avantages à ouvrir les marchés aux distributeurs et créateurs canadiens dans le domaine de la littérature, de la musique, du film et de la vidéo. D'un autre côté, il existe des préoccupations similaires concernant la protection de la culture canadienne. Nous devons régler ce conflit entre la protection et l'expansion.

Dans le peu d'information entourant l'AECG et ses négociations que les conservateurs de Harper ont rendu publique, les pourparlers à l'égard de la culture sont particulièrement alarmants. Peter Van Loan, le ministre du Commerce international, a déclaré que la culture ne donnait pas matière à préoccupation dans le contexte des négociations. C'est inquiétant. Nous devons à la fois promouvoir et protéger la culture canadienne.

La culture du secret des conservateurs

Nous condamnons fermement le manque de transparence qu'adoptent les conservateurs sur tout. Ils pourraient vraisemblablement être le gouvernement le moins transparent et le plus secret de l'histoire du Canada. En ce qui a trait à l'entente proposée sur le périmètre de sécurité avec les États-Unis – une autre entente qui aura assurément un impact sérieux sur l'échange et le commerce –, les conservateurs, comme ils l'ont fait si souvent, ont choisi le secret au lieu de l'ouverture. Les libéraux estiment que des négociations de l'importance du projet d'entente de périmètre de sécurité doivent être transparentes. Les conservateurs avaient l'obligation de présenter cette entente au Parlement et un gouvernement libéral, lui, le fera.

Un gouvernement libéral adoptera une approche d'ouverture responsable concernant toutes les questions d'intérêt public, en équilibrant adéquatement les besoins des négociateurs et le droit du public à être consulté et informé. À cet égard, un gouvernement libéral consultera un vaste éventail d'intervenants et d'experts sur les questions commerciales Canada-Union européenne, tout comme nous l'avons fait depuis le début des négociations de l'AECG.

Propriété intellectuelle

Il y a aussi des inquiétudes concernant la propriété intellectuelle. Le Canada est la cible de critiques mondiales pour sa faiblesse dans ce domaine. Nous progressons vers des améliorations importantes de notre *Loi sur le droit d'auteur*, qui, nous l'espérons, nous permettront d'être en phase avec les normes internationales. Toutefois les brevets, notamment sur les produits pharmaceutiques, seront plus problématiques. Notre régime de protection des brevets est critiqué car il ne protège pas assez les médicaments d'origine; d'un autre côté, le coût beaucoup moins élevé des médicaments génériques est important pour notre coût global des soins de santé. Le Canada a une position intéressante – nous avons une industrie pharmaceutique d'origine et une industrie pharmaceutique générique toutes deux florissantes. Ces deux industries ont déjà peu de chance sur le plan de la protection des brevets au Canada seulement – ces pourparlers avec l'Union européenne ont fait monter le ton. Nous irons de l'avant avec cet aspect des négociations avec attention.

La mobilité de la main-d'œuvre

Un autre défi potentiellement important est la mobilité de la main-d'œuvre. Il existe un réel enthousiasme pour une reconnaissance mutuelle des qualifications, et les négociateurs travaillent à bâtir sur l'entente existante entre le Québec et la France (qui couvre environ 80 professions). Le fait que nous sommes encore loin d'une pleine mobilité de la main-d'œuvre entre nos propres provinces est quelque peu problématique.

D'autres besoins pour le Canada : des ententes sur les réseaux mondiaux

Le Parti libéral croit qu'il y a d'autres secteurs où les conservateurs ont négligé la place du Canada dans le monde. Nous devons entreprendre d'approfondir nos liens avec les économies émergentes et porteuses d'avenir. Le parti libéral a proposé de nouveaux accords sur les réseaux mondiaux avec la Chine et l'Inde pour favoriser la collaboration dans les domaines de la recherche et de l'éducation, de l'énergie et de la durabilité, du transport, de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'immigration, de la culture et du tourisme, et autres.

C'est le fondement de l'emphase du Parti libéral sur les « réseaux mondiaux ». Nous devrions accroître l'échange et la collaboration – les flux de personnes, de connaissances et d'idées. L'avenir du Canada dans ce monde compétitif doit aller de paire avec les nouvelles réalités mondiales.

Les libéraux mobiliseront la diaspora des communautés canadiennes et des Canadiens vivant à l'étranger pour en faire des partenaires clés dans la promotion des réseaux humains d'où naissent les occasions économiques.

Approche d'un gouvernement libéral

Ceci est un sommaire très bref de nos points de vue sur les négociations de l'AECG, un dossier extrêmement compliqué. Bref, les occasions pour le Canada comme pour l'Europe sont extraordinaires et nous appuierons l'avancement des négociations de cet AECG avec l'Union européenne. Un gouvernement libéral, toutefois, restera vigilant pour assurer que les intérêts du Canada dans certains domaines clés ne soient pas laissés pour compte.

* * *

Les élections fédérales arrivent à un moment important dans les négociations en cours pour un accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, l'AECG. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux négocient avec l'UE depuis octobre 2009. L'accord envisagé sera beaucoup vaste et aura des répercussions beaucoup plus profondes sur l'économie canadienne que l'ALÉNA. En conséquence, les provinces et territoires ont été invités à la table

de négociations et devront consentir des sacrifices pour obtenir ce qu'ils souhaitent en matière d'accès aux marchés de l'UE.

Le Réseau pour le commerce juste est formé d'organisations environnementales, syndicales, culturelles, agricoles, autochtones et de justice sociale qui jugent que les négociations de l'AECG sont entourées de secret et que l'accord aura des effets sur les services publics, l'autonomie locale, les politiques environnementales, les droits des Autochtones et les protections culturelles. Pour aider nos organisations membres à prendre des décisions éclairées aux prochaines élections, nous aimerions que vous répondiez aux questions suivantes sur l'AECG.

1. À votre avis, quels sont les principaux avantages et désavantages potentiels de l'AECG?
2. Votre parti est-il en faveur de l'inclusion d'un processus de règlement des conflits investisseur-État dans l'AECG? Si oui, veuillez expliquer la valeur, pour les Canadiens et les Québécois, de l'inclusion d'un tel processus dans les accords de commerce. Les gouvernements provinciaux et territoriaux doivent-ils être responsables des dommages causés par une mesure provinciale, territoriale ou municipale jugée contraire aux dispositions de protection des investissements de l'AECG?
3. Votre parti appuie-t-il l'inclusion des services municipaux d'eau potable dans les règles relatives aux marchés publics, aux services et aux investissements de l'AECG?
4. Votre parti appuie-t-il le droit des administrations provinciales et locales d'« acheter canadien, d'acheter québécois » et de tenir compte des avantages pour le développement économique local des appels d'offre pour des contrats de marchés publics?
5. Votre parti affirme-t-il que la mobilité de la main-d'œuvre est un droit fondamental et non un enjeu commercial, et qu'on ne doit donc pas l'inclure dans l'AECG?
6. Votre parti est-il en faveur d'une prolongation de la durée des brevets des médicaments comme l'exige la Commission européenne et l'industrie canadienne des médicaments de marque? Dans le même ordre d'idées, le gouvernement fédéral devrait-il être responsable des coûts additionnels engagés par les provinces et les consommateurs à cause du renforcement de la protection des brevets dans l'AECG?
7. Votre parti appuie-t-il une exemption culturelle complète visant les livres, les magazines, les journaux, l'édition, la télédiffusion, le cinéma, la vidéo, les arts du spectacle et tous les autres aspects des industries culturelles canadiennes, québécoises et européennes?
8. Votre parti appuie-t-il une exclusion générale des soins de santé stipulant que rien dans l'AECG ne doit être interprété de façon à s'appliquer aux soins de santé publics ou à l'assurance-maladie publique?

9. Votre parti verra-t-il à ce que les systèmes de commercialisation agricole efficaces du Canada, y compris la gestion de l'offre et la Commission canadienne du blé, ne subissent aucun effet négatif en raison de l'AECG?
10. Croyez-vous qu'en échange de l'abandon de tarifs européens élevés sur les produits de la pêche canadiens, les bateaux européens devraient avoir le droit de pêcher plus de poissons dans les eaux canadiennes ou près de celles-ci?
11. Appuyez-vous le maintien des présentes limites de propriété étrangère dans les télécommunications en vertu de l'AECG? Qu'en est-il du secteur des services financiers, où les règles de propriété limitent les options d'investissement par des investisseurs étrangers? Dans le même ordre d'idées, le Canada devrait-il protéger sa capacité à exiger que les investissements étrangers apportent un avantage net au pays?
12. Croyez-vous que le Canada devrait se servir des accords de commerce pour exercer des pressions sur ses partenaires commerciaux, dont l'Union européenne, afin qu'ils n'adoptent pas de politiques sur les changements climatiques (normes de qualité du carburant de l'UE) ou des mesures de santé publique (interdiction des OGM) qui restreignent les exportations ou les investissements canadiens?

Merci d'avoir pris le temps de répondre à ces questions. Nous sommes impatients de lire vos réponses, que vous pouvez envoyer par courriel à TJN.RCJ@gmail.com